

Conseillers en exercice : 77 L'an deux mille vingt-cinq, le sept juillet, à dix-neuf heures,
Présents : 46 le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire à
Absents excusés : 17 la salle des Conférences du Rozier Coren à Saint-Flour,
Pouvoirs : 14 après convocation légale en date du 1^{er} juillet 2025, sous la
Votants : 60 Présidence de Madame Céline CHARRIAUD.

Présents :

MME Agnès AMARGER, M. Didier AMARGER, MME Annie ANDRIEUX, M. Frédéric ASTRUC, MME Nicole BATIFOL, MME Sophie BENEZIT, M. Jean-Paul BERTHET, MME Marina BESSE, M. Jean-Luc BOUCHARINC, M. Jean-Marc BOUDOU, M. Alberto COSTANTINI, MME Céline CHARRIAUD, M. Pierre CHASSANG, MME Yolande CHASSANG, M. Marcel CHASTANG, M. Gilbert CHEVALIER, M. Guy CLAVILIER, M. Gérard COURET, M. Philippe DE LAROCHE, M. Philippe DELORT, M. Gérard DELPY, MME Ghislaine DELRIEU, M. Philippe ECHALIER, M. Christian GENDRE, M. Jérôme GRAS, MME Olivia GUEROULT, MME Martine GUIBERT, M. Jean-Pierre JOUVE, MME Annick MALLET, M. Bernard MAURY, M. Guy MICHAUD, M. Daniel MIRAL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Gérard MOULIADE, M. Louis NAVECH, MME Emmanuelle NIOCEL JULHES, M. René PELISSIER, M. Jean-Luc PERRIN, M. Loïc POUDEROUX, M. Marc POUQUET, MME Jeanine RICHARD, M. Robert ROUSSEL, M. Serge TALAMANDIER, MME Maryline VICARD, M. Christophe VIDAL, M. David VITAL.

Absents excusés :

MME Béatrice ANTONY, M. Hervé VIGIER, M. Gilles BIGOT, M. Richard BONAL, M. Claude BONNEFOI, M. Bernard COUDY, M. Éric GOMESSE, MME Nadine JANVIER, MME Nathalie LESTEVEN, M. Jonathan LAROUSSINIE, MME Marine NEGRE, MME Sylvie PORTAL, M. Jean-Paul RESCHE, M. Olivier REVERSAT, MME Patricia ROCHÈS, M. Michel ROUFFIAC, M. Pierre SEGUIS.

Pouvoirs :

MME Pierrette BEAUREGARD donne pouvoir à M. Pierre CHASSANG
M. Robert BOUDON donne pouvoir à M. Louis NAVECH
M. Éric BOULDOIRES donne pouvoir à M. Philippe DELORT
M. Frédéric DELCROS donne pouvoir à MME Annick MALLET
MME Bonnie DELEPINE donne pouvoir à MME Emmanuelle NIOCEL JULHES
M. Vital GENDRE donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU
M. Gilbert GLANDIERES donne pouvoir à M. René PELISSIER
M. Axel JOURQUIN donne pouvoir à MME Olivia GUEROULT
M. Jean-Marie MEZANGE donne pouvoir à M. David VITAL
MME Marie PETITIMBERT donne pouvoir à M. Jérôme GRAS
M. Pascal POUDEVIGNE donne pouvoir à M. Frédéric ASTRUC
M. Jean-Claude PRIVAT donne pouvoir à M. Jean-Luc PERRIN
M. Bernard REMISE donne pouvoir à M. Jean-Luc BOUCHARINC
MME Bernadette RESCHE donne pouvoir à MME Sophie BENEZIT

Monsieur Loïc POUDEROUX a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

La Présidente certifie qu'un extrait de la présente délibération sera publié sous format électronique sur le site internet de Saint-Flour Communauté le 11 JUIL. 2025, conformément à l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 et au décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture du Cantal, le 11 JUIL. 2025

Tout recours contentieux à l'encontre de la présente délibération doit être déposé, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, auprès du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

OBJET : GEMAPI - APPROBATION DU PÉRIMÈTRE ET DES STATUTS DE L'EPAGE TRUYÈRE

RAPPORTEUR : Madame Céline CHARRIAUD

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5721-2 ;

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.213-12 et R.213-49 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 56 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite Loi NOTRe ;

Vu les délibérations de principe des 8 EPCI à fiscalité propre, représentant 80% du bassin versant de la Truyère et 89 % de sa population, pour un objectif de gestion intégrée des milieux aquatiques sur ce bassin versant, prises entre les mois de décembre 2024 et février 2025 ;

Vu la délibération DL/CB/252-02 de la commission planification du comité de bassin Adour-Garonne en date du 18 mars 2025, favorable et assortie de quatre recommandations, à la demande de création ex-nihilo d'un Établissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) sur le bassin versant de la Truyère ;

Vu l'arrêté préfectoral, publié au recueil des actes administratifs en région Occitanie, en date du 14 mai 2025, portant délimitation du périmètre d'intervention de l'EPAGE Truyère, annexé à la délibération ;

Vu le projet de statuts de l'EPAGE Truyère, annexé à la délibération ;

Vu l'avis favorable du bureau exécutif consulté par voie dématérialisée en date du 30 juin 2025 ;

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré,

APPROUVE le projet de périmètre portant délimitation du futur EPAGE Truyère, annexé à la délibération ;

APPROUVE le projet de statuts de l'EPAGE Truyère, annexé à la délibération ;

DECIDE DE SOLLICITER les communes membres de Saint-Flour Communauté ;

AUTORISE Madame le Président à signer toutes les pièces nécessaires en lien avec l'exécution de la présente délibération.

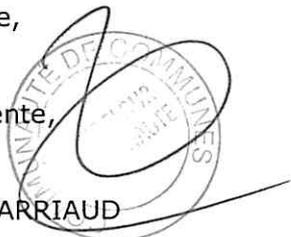
POUR : 59 VOIX

NE PREND PAS PART AU VOTE : 1 (MME Maryline VICARD)

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, et les membres présents ont signé au registre,

La Présidente,

Céline CHARRIAUD



Le secrétaire de séance,

Loïc POUDEIROUX

Accusé de réception en préfecture
015-200066660-20250707-DELIB2025-148-DE
Date de télétransmission : 11/07/2025
Date de réception préfecture : 11/07/2025

STATUTS

EPAGE Truyère

Syndicat Mixte du bassin versant de la Truyère

Arrêté préfectoral n° xxx en date du xxxx

Préambule :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite loi MAPTAM, a créé une compétence relative à la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ».

Jusqu'à présent, sur le bassin versant de la Truyère, cette compétence était exercée par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au titre de leur compétence obligatoire.

Treize établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (ci-après « EPCI ») présents sur le bassin versant de la Truyère ont initié des discussions afin de définir les contours d'une structure unique à l'échelle de ce bassin versant permettant d'assurer l'animation et la mise en œuvre des démarches de gestion d'une partie du grand cycle de l'eau sur l'ensemble du territoire, ainsi que l'exercice de la compétence GEMAPI sur le bassin versant de la Truyère en tout ou partie.

L'ensemble de ces bassins versants présente des enjeux et des pressions similaires, ce qui a conduit à envisager une structuration commune. Ce territoire est situé sur deux périmètres de Parcs Naturels Régionaux (PNR Aubrac et PNR des Volcans d'Auvergne) dont les chartes intègrent des mesures visant à préserver les milieux aquatiques. Le bassin versant de la Truyère est un bassin de tête, en zone de moyenne montagne avec des chevelus hydrographiques denses, des zones humides nombreuses et une biodiversité riche inféodée à ces milieux. Ce territoire s'étend sur trois départements (Cantal, Aveyron et Lozère) des régions Auvergne-Rhône-Alpes et Occitanie, concerne en partie treize Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, listés ci-dessous :

- Saint-Flour Communauté ;
- La Communauté de communes Aubrac Carladez Viadène ;
- La Communauté de communes des Hautes Terres de l'Aubrac ;
- La Communauté de communes Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac ;
- La Communauté de communes Randon Margeride ;
- La Communauté de commune Cère et Goul en Carladès ;
- La Communauté de commune de la Châtaigneraie cantalienne ;
- La Communauté de communes Comtal Lot Truyère ;
- Aurillac Agglomération ;
- Hautes Terres Communauté ;
- La Communauté de communes Aubrac Lot Causses et Tarn ;
- La Communauté de communes du Gévaudan ;
- La Communauté de communes des Causses à l'Aubrac.

Les EPCI du territoire ont conclu à la pertinence de la création d'un Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (EPAGE) qui se verrait transférer l'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans le bassin de la Truyère, ainsi que déléguer ou transférer l'exercice de la compétence GEMAPI sur ce même bassin en tout ou partie.

Le syndicat a la qualité d'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE) au sens de l'article L. 213-12 du code de l'environnement et notamment son II.

En application des dispositions du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des biens, droits, obligations et contrats des EPCI sont transférés au syndicat créé pour l'exercice des missions transférées. Le transfert de compétences au syndicat créé entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-

1, des deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et des articles L. 1321-3, L. 1321-4 et L. 1321-5 du code général des collectivités territoriales. Le syndicat créé est substitué de plein droit, pour l'exercice des compétences et missions pour lesquelles il bénéficie d'un transfert, aux EPCI dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

PROJET

STATUTS EPAGE TRUYÈRE

Préambule	1
Chapitre I. Forme juridique / compétence et périmètre	4
Article 1 : Forme juridique	4
Article 2 : Membres adhérents	4
Article 3 – Périmètre du syndicat.....	4
Article 4 : Compétences du syndicat	4
Article 5 : Siège	6
Article 6 : Durée.....	6
Chapitre II. Administration et fonctionnement du syndicat.....	7
Article 7 : Le comité syndical.....	7
7.1 : Composition du comité syndical	7
7-2 : Attributions du comité syndical	8
7.3 : Fonctionnement du comité syndical.....	9
Article 8 : Le bureau	10
8.1 : Composition du bureau	10
8.2 : Attributions du bureau et du président.....	10
8.3 : Fonctionnement du bureau	11
8.4 : Règlement intérieur.....	11
Chapitre III. Dispositions financières.	12
Article 9 : Budget.....	12
9.1 : Recettes	12
9.2 : Contributions des membres	12
Article 10 : Comptabilité	13
Chapitre IV. Modifications et dissolution	14
Article 11 : Modifications statutaires.....	14
Article 12 : Dissolution	14
Article 13 – Adhésions de nouveaux membres au syndicat	14
Article 14 – Retrait d'un membre du syndicat.....	14

Chapitre I. Forme juridique / compétence et périmètre

Article 1 : Forme juridique

Conformément aux articles L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et suivants et aux dispositions auxquelles ils renvoient, et sous réserve des dispositions des présents statuts, il est constitué, par accord entre les personnes morales de droit public concernées, un Établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE), au sens de l'article L. 213-12 du code de l'environnement, prenant la forme d'un syndicat mixte fermé dénommé : EPAGE Truyère.

Article 2 : Membres adhérents

L'EPAGE Truyère regroupe les membres suivants, pour la partie de leur territoire telle que précisée à l'article 3 :

- Saint-Flour Communauté ;
- La Communauté de communes Aubrac Carladez Viadène ;
- La Communauté de communes Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac ;
- La Communauté de commune Cère et Goul en Carladès ;
- La Communauté de commune de la Châtaigneraie cantalienne ;
- La Communauté de communes Comtal Lot Truyère ;
- Aurillac Agglomération ;
- Hautes Terres Communauté.

La composition de l'EPAGE pourra évoluer, avec l'intégration de nouveaux membres, dans les conditions prévues à l'article 13 des présents statuts afin d'atteindre, à termes, l'adhésion de 100% des ECPI-FP concernés par le bassin versant.

Article 3 – Périmètre du syndicat

Le périmètre de l'EPAGE correspond à une partie du bassin versant de la Truyère tel qu'identifié en annexe des présents statuts (**Cf. ANNEXE 1 : cartographie du périmètre de l'EPAGE et liste des territoires communaux concernés**). Il pourra évoluer dans les prochaines années afin de couvrir l'intégralité du bassin versant de la Truyère.

L'EPAGE peut intervenir sur la partie de son bassin versant non couverte par le syndicat, en appui à la collectivité compétente via une convention, de manière à apporter une compétence technique et à assurer une cohérence des actions sur le bassin versant.

Article 4 : Compétences du syndicat

Pour répondre à son objet, l'EPAGE assure les compétences qui sont décrites comme suit.

L'EPAGE étant un syndicat à la carte, les membres adhèrent à la totalité ou à une partie seulement des compétences définies au présent article.

4.1 : Compétence obligatoire relative à l'animation et à la concertation (missions communes à tous les membres de l'EPAGE), item 12° de l'article L.211-7 du code de l'environnement.

L'EPAGE est compétent pour exercer la compétence suivante, transférée par ses membres :

L'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans le bassin versant de la Truyère.

4.2 : Compétence relatives à la compétence GEMAPI

L'EPAGE est habilité, à la demande de ses membres et pour leur compte, à exercer la compétence GEMAPI, par transfert ou délégation par ses membres.

À ce titre, il exerce tout ou partie des missions suivantes :

- Item 1 : L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- Item 2 : L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- Item 5 : La défense contre les inondations ;
- Item 8 : La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

4.2.1 : Transfert de compétences

Les EPCI qui ont fait le choix de transférer l'ensemble des items de la GEMAPI sont les suivants :

- La Communauté de communes Aubrac Carladez Viadène ;
- La Communauté de commune Cère et Goul en Carladès ;
- La Communauté de commune de la Châtaigneraie cantalienne ;
- La Communauté de communes Comtal Lot Truyère ;
- Aurillac Agglomération.

4.2.2 : Délégation de compétence (missions exercées à la carte)

Le syndicat peut se voir déléguer par une entité membre, tout ou partie de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) qui n'aurait pas déjà été transférée au syndicat, dans les conditions prévues au V du L.213-12 du code de l'environnement.

3 EPCI ont choisi de déléguer les compétences GEMAPI, à savoir :

- Hautes Terres Communauté ;
- La Communauté de communes Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac ;
- Saint-Flour Communauté.

4.4 : Habilitation du syndicat à conclure des conventions

L'EPAGE Truyère aura la faculté de conclure, avec ses membres, pour les motifs d'intérêt public local et à titre de complément du service assuré à titre principal, des conventions ou autres dispositifs légaux, et ce dans les conditions requises par la loi et la jurisprudence. Ces conventions pourront notamment porter sur des missions hors GEMAPI (par exemple sur des actions agricoles...).

Dans le respect de la législation en vigueur notamment des règles relatives à la commande publique, l'EPAGE pourra se voir confier des missions par convention, à la demande d'une personne non membre du syndicat.

Article 5 : Siège

Le siège est situé au 1 rue des Crozes – Village d'Entreprises – ZA du Rozier Coren – 15100 SAINT-FLOUR. Il pourra être transféré en tout autre lieu par délibération du comité syndical.

Les réunions du syndicat se tiennent au siège du syndicat ou dans tout autre lieu situé sur le territoire des membres dudit syndicat, avec la volonté de faciliter la participation des membres par une itinérance régulière des lieux de réunion.

Article 6 : Durée

L'EPAGE Truyère est institué pour une durée illimitée.

PROJET

Chapitre II. Administration et fonctionnement du syndicat

Article 7 : Le comité syndical

L'EPAGE est administré par un comité syndical, placé sous la présidence de son président.

7.1 : Composition du comité syndical

7.1.1 : Délégués titulaires

Le comité syndical est composé de délégués élus par l'assemblée délibérante de chaque établissement public de coopération intercommunale membre dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales.

Le comité syndical est composé d'un nombre de délégués titulaires défini en fonction de la clé de répartition établie selon les critères fixés à l'article 9.2 des présents statuts.

Chaque membre dispose d'un nombre de délégués calculé selon les modalités prévues au 7.1.3 des présents statuts. Chaque délégué titulaire dispose d'une voix.

7.1.2 : Délégués suppléants

Les membres désignent également un nombre de délégués suppléants égal à celui de leurs délégués titulaires. Ces délégués suppléants sont appelés à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement des délégués titulaires.

En cas d'empêchement du délégué suppléant, il peut être donné pouvoir à un autre délégué titulaire. Un délégué titulaire ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

7.1.3 : Organisation du comité syndical en collèges

L'EPAGE étant un syndicat à la carte, le fonctionnement du comité syndical est organisé selon deux configurations : un collège A et un collège B.

Pour le collège A :

Le collège A comprend les délégués de l'ensemble des membres du syndicat qui lui ont transféré la compétence « animation et concertation » telle que définie à l'article 4-1 des présents statuts.

Il est composé de 27 délégués titulaires et 27 délégués suppléants, répartis comme exposé dans le tableau suivant :

	Délégués titulaires	Délégués suppléants
Saint Flour Communauté	12	12
CC Aubrac Carladez Viadène	6	6
CC Terres d'Apcher Margeride Aubrac	4	4
CC Cère et Goul en Carladès	1	1
CC Châtaigneraie Cantalienne	1	1
CC Comtal Lot et Truyère	1	1
Aurillac Agglomération	1	1
Hautes Terres Communauté	1	1
TOTAL	27	27

Pour le collège B :

Le collège B comprend les délégués des membres du syndicat lui ayant transféré les missions relevant de la compétence « GEMAPI » telles que décrites à l'article 4.2 des présents statuts.

Il est composé de 10 délégués titulaires et 10 délégués suppléants, répartis comme exposé dans le tableau suivant :

	Délégués titulaires	Délégués suppléants
CC Aubrac Carladez Viadène	6	6
CC Cère et Goul en Carladès	1	1
CC Châtaigneraie Cantalienne	1	1
CC Comtal Lot et Truyère	1	1
Aurillac Agglomération	1	1
TOTAL	10	10

7-2 : Attributions du comité syndical

7.2.1 : Contenu des attributions

Le comité syndical règle, par ses délibérations, toutes les affaires de la compétence du syndicat.

Il valide les orientations générales du syndicat, son budget annuel et son compte financier unique.

Notamment, il délibère tous les ans sur le bilan des acquisitions et cessions opérées, qui est annexé au compte financier unique, ainsi que sur toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers et création d'emplois.

7.2.2 : Election du bureau

Le comité syndical élit le bureau en application des règles fixées par le code général des collectivités territoriales et l'article 8-1 des présents statuts.

Le Comité syndical élit au sein du bureau :

- Le président du syndicat mixte ;
- Des vice-présidents dont le nombre est déterminé par le comité syndical dans le respect des dispositions de l'article L.5211-10 du CGCT ;
- Les autres membres.

La composition pourra être modifiée par délibération du comité syndical dans les limites posées par l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales.

7.2.3 : Etablissement de la liste des emplois

Le comité syndical fixe par délibération la liste des emplois dont la création est nécessaire au bon fonctionnement du syndicat.

7.2.4 : Délivrance d'avis

Le comité syndical donne son avis sur toute question dont il est saisi par un tiers et relevant de ses compétences.

7.2.5 : Délégations

Le comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions, dans le cadre de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, au président et au bureau dans son ensemble à l'exception :

Accusé de réception en préfecture
01320000000250701243225448-DE
Date de télétransmission : 11/07/2025
Date de réception préfecture : 11/07/2025

- Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances ;
- De l'approbation du compte financier unique ;
- Des dispositions relatives aux conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ;
- De l'adhésion du syndicat à un établissement public ;
- De l'inscription des dépenses obligatoires.

7.2.6 : Commissions

Le comité syndical peut créer des commissions géographiques, instances de travail, et toute autre commission permanente ou provisoire.

Le nombre, la composition et l'objet de ces commissions sont fixés et /ou précisés par délibération du comité syndical.

7.3 : Fonctionnement du comité syndical

7.3.1 : Périodicité des réunions du comité syndical et modalités de convocation

Le comité syndical se réunit à son siège ou bien dans un ou plusieurs lieux situés sur le territoire de ses membres.

Le comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation de son président.

Le comité syndical se réunit également à la demande du tiers au moins de ses membres ou lorsque la demande motivée lui en est faite par le préfet, et ce dans un délai maximal de trente jours.

Les convocations sont adressées à chaque membre du comité syndical au moins cinq jours francs avant la date de la réunion du comité syndical.

En cas d'urgence, le délai peut être réduit par le président, sans pouvoir toutefois être inférieur à un jour franc. Dans ce cas, le président en rend compte dès l'ouverture de la séance du Comité syndical, qui se prononce définitivement sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Le président peut décider que la réunion du comité syndical se tienne en plusieurs lieux par visioconférence.

Lorsque la réunion du comité syndical se tient par visioconférence le quorum est apprécié en fonction de la présence des membres dans les différents lieux par visioconférence. Les votes ne peuvent avoir lieu qu'au scrutin public. En cas d'adoption d'une demande de vote secret, le président reporte le point de l'ordre du jour à une séance ultérieure qui ne peut pas se tenir par visioconférence. Le scrutin public peut avoir lieu par appel nominal, dans des conditions garantissant sa sincérité. Le président proclame le résultat du vote qui est reproduit au procès-verbal.

La réunion du comité syndical ne peut se tenir en plusieurs lieux par visioconférence pour l'élection du président, l'élection du bureau syndical, l'adoption du compte financier unique et l'adoption du budget prévisionnel. Lorsque la réunion du comité syndical se tient entièrement ou partiellement en visioconférence, il en est fait mention dans la convocation adressée par le président.

7.3.2 : Quorum et vote

Le comité syndical ne peut statuer valablement que lorsque la majorité de ses membres (titulaire ou suppléant) en exercice est présente (soit physiquement soit en visioconférence, conformément à l'article 7.3.1).

Dans le cas contraire, le président convoque de nouveau le comité syndical avec le même ordre du jour à trois jours d'intervalle au moins, et ce dernier peut alors délibérer lors de cette seconde séance quel que soit le nombre de délégués présents.

Les délibérations du comité syndical sont adoptées à la majorité absolue des suffrages exprimés y compris les votes par pouvoir.

Pour le calcul de la majorité, il n'est tenu compte ni des absents, ni des votes blancs ou nuls.

Les votes interviennent à main levée, à moins qu'un texte législatif ou réglementaire n'en dispose autrement. À la demande d'un tiers des membres présents et lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation, les votes ont lieu à bulletin secret.

Si aucune opposition n'est exprimée au projet de délibération, le président constate que la décision est adoptée à l'unanimité.

En cas de partage, sauf dans le cas de vote à scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le comité syndical statue au vu de rapports du président correspondant aux questions inscrites à l'ordre du jour.

Les règles de fonctionnement du comité syndical sont précisées par le règlement intérieur approuvé par le comité syndical.

Article 8 : Le bureau

8.1 : Composition du bureau

Le bureau est composé :

- Du président ;
- D'un nombre de vice-présidents déterminé par le comité syndical dans le respect des dispositions de l'article L.5211-10 du CGCT ;
- D'autres membres.

Le nombre de ces autres membres du bureau est également fixé par délibération du comité syndical. Cette composition pourra être modifiée par délibération du comité syndical.

8.2 : Attributions du bureau et du président

8.2.1 : Le bureau

Sur délibération du comité syndical, il dispose de toute délégation, à l'exception des exclusions prévues à l'article 7.2.5 des présents statuts.

8.2.2 : Le président

Le président est l'organe exécutif du syndicat :

- Il prépare et exécute les délibérations du comité syndical et du bureau ;
- Il est l'ordonnateur des dépenses, il prescrit l'exécution des recettes ;
- Il gère le domaine, sous réserve des attributions du comité syndical ;
- Il est le chef du personnel du syndicat ;
- Il signe les marchés ou toute convention ou contrat ;
- Il représente le syndicat devant tout tiers, y compris en justice en demande et en défense ;
- Il convoque le comité syndical et le bureau, organise leurs travaux et préside leurs séances ;
- Il a la police du comité syndical.

Le président du syndicat peut aussi recevoir toute délégation du bureau ou du comité syndical en application des dispositions de l'article L.5211-10 du CGCT, à l'exception des exclusions rappelées à l'article 7.2.5 des présents statuts.

La fonction de président ne donne pas lieu au versement d'indemnités ou à une quelconque rémunération.

8.2.3 : Les vice-présidents

Les vice-présidents remplacent, dans l'ordre de nomination, le président en cas d'absence ou d'empêchement.

Les vice-présidents du syndicat ayant reçu délégation peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du comité syndical à l'exception des attributions listées à l'article 7.2.5.

La fonction de vice-président ne donne pas lieu au versement d'indemnités ou à une quelconque rémunération.

8.3 : Fonctionnement du bureau

Le bureau se réunit sur convocation du président ou à la demande de la moitié de ses membres avec un ordre du jour précis. Il se réunit au siège du syndicat ou dans tout autre lieu sur le territoire des établissements membres.

Lorsque le bureau statue par délégation du comité syndical, les règles relatives au quorum et au vote prévues pour le comité syndical lui sont applicables. Les suppléants des délégués au comité syndical ne peuvent pas siéger au bureau.

Le bureau statue au vu de rapports exposant les questions sur lesquelles il est appelé à délibérer. Ces rapports sont adressés à chaque membre au moins cinq jours avant la réunion du bureau.

Les règles de fonctionnement du bureau sont précisées par le règlement intérieur approuvé par le comité syndical.

Le président peut décider que la réunion du bureau syndical se tienne en plusieurs lieux par visioconférence.

Lorsque la réunion du bureau syndical se tient par visioconférence le quorum est apprécié en fonction de la présence des membres dans les différents lieux par visioconférence. Les votes ne peuvent avoir lieu qu'au scrutin public. En cas d'adoption d'une demande de vote secret, le président reporte le point de l'ordre du jour à une séance ultérieure qui ne peut pas se tenir par visioconférence. Le scrutin public peut avoir lieu par appel nominal, dans des conditions garantissant sa sincérité. Le président proclame le résultat du vote qui est reproduit au procès-verbal. Lorsque la réunion du bureau syndical se tient entièrement ou partiellement en visioconférence il en est fait mention dans la convocation adressée par le président.

8.4 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur spécifiant les règles de fonctionnement de l'EPAGE devra être établi par le comité syndical.

Chapitre III. Dispositions financières.

Article 9 : Budget

9.1 : Recettes

L'EPAGE pourvoit sur son budget aux dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice des compétences correspondant à son objet.

Les ressources non affectées perçues par le syndicat permettent à celui-ci de pourvoir au financement des charges des services fonctionnels du syndicat.

Les recettes du budget de l'EPAGE comprennent celles prévues à l'article L. 5212-19 du CGCT, notamment :

- Les contributions des membres adhérents au syndicat mixte ;
- Les subventions obtenues ;
- Le produit des taxes, redevances et tarifs correspondant aux services assurés par le syndicat mixte ;
- Le produit des emprunts ;
- Le produit des dons et legs ;
- Les revenus des biens meubles ou immeubles du syndicat.

Et d'une façon générale, toutes ressources prévues par le CGCT.

Le montant des contributions des collectivités membres sont fixées par délibération du comité syndical préalablement au vote du budget primitif.

À noter que l'EPAGE est un syndicat sans fiscalité propre, il ne peut donc pas instituer la taxe GEMAPI. Dès lors cette taxe peut être instituée et perçue par l'EPCI pour couvrir les contributions financières qui lui incombent auprès du syndicat, mais aussi pour financer les actions mises en œuvre par le syndicat dans le cadre des conventions régissant les contributions à l'exercice de la compétence.

9.2 : Contributions des membres

Les membres du syndicat sont appelés à contribuer annuellement au financement des actions de l'EPAGE. Les dépenses relatives au fonctionnement général de l'EPAGE et à l'exercice de la compétence visée à l'article 4.1 des présents statuts sont réparties entre les membres par l'application de la clé élaborée au prorata de la surface du bassin versant telle que figurant sur le périmètre indiqué sur la carte annexée aux présents statuts ; déduction faite des subventions des partenaires de l'EPAGE (Agence de l'Eau Adour-Garonne, Régions, Départements, etc...).

Concernant les frais de fonctionnement, 50% de ces frais seront à verser par les EPCI après émission de titre par l'EPAGE en fin d'année n-1.

Compte tenu du faible pourcentage de superficie du bassin-versant de Haute Terres Communauté, et de l'absence de service sur cette partie du territoire, ce membre est exonéré du paiement des contributions financières.

Les contributions des membres pour les dépenses de fonctionnement sont fixées comme suit :

EPCI membres	Km²	% surface BV	% de calcul
Saint-Flour Communauté	1 250,3	47,31 %	47,42 %
Communauté de communes Aubrac Carladez Viadène	655,9	24,82 %	24,92 %
Communauté de communes Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	408,1	15,44 %	15,55 %
Communauté de commune Cère et Goul en Carladès	111,0	4,20 %	4,31 %
Communauté de commune de la Châtaigneraie cantalienne	89,0	3,37 %	3,47 %
Communauté de communes Comtal Lot Truyère	57,7	2,18 %	2,29 %
Aurillac Agglomération	51,3	1,94 %	2,05 %
Hautes Terres Communauté	19,5	0,74 %	0 %
TOTAL	2 642,8	100%	100 %

Il est rappelé, par ailleurs, que les dépenses concernant les actions rattachées aux compétences déléguées visées à l'article 4.3 seront prises en charge par les membres délégant, dans les conditions fixées par les conventions de délégation.

Pour les membres qui transfèrent la compétence GEMAPI, la répartition des frais rattachés aux compétences transférées, visées à l'article 4.2, sera validée en comité syndical lors de la réunion du collège B :

- Frais d'étude concernant l'ensemble du syndicat : la contribution est calculée selon la formule définie pour les dépenses de fonctionnement, soit au prorata de la surface de chaque l'EPCI (mutualisation des études comme pour le fonctionnement) ; déduction faite des subventions des partenaires (Agence de l'Eau Adour Garonne, Régions, etc...) ;
- Autres dépenses d'investissement (travaux...) : la contribution sera déterminée au prorata des investissements réalisés sur les territoires concernés, déduction faite des subventions des partenaires (Agence de l'Eau Adour Garonne, Régions, etc...).

Article 10 : Comptabilité

La comptabilité du syndicat est tenue selon les règles de la comptabilité publique.

Les règles fixées par les dispositions des chapitres II et VII du titre I du livre VI de la première partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptables publics sont applicables au syndicat.

Les fonctions du comptable du syndicat sont exercées par le comptable public désigné par le Préfet du lieu du siège du syndicat, sur proposition du trésorier payeur général.

Chapitre IV. Modifications et dissolution

Article 11 : Modifications statutaires

Les modifications statutaires sont réalisées conformément aux dispositions des articles L. 5211-17 à 20 du code général des collectivités territoriales.

Article 12 : Dissolution

Le syndicat est dissous selon les dispositions du code général des collectivités territoriales.

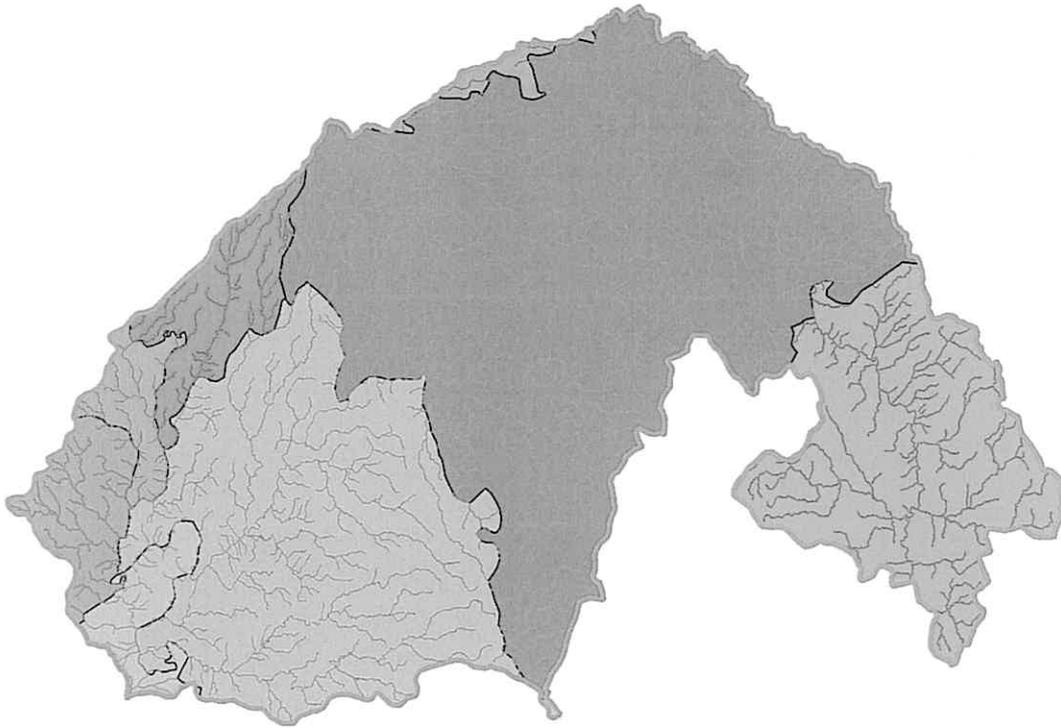
Article 13 – Adhésions de nouveaux membres au syndicat

L'adhésion de nouveaux membres au syndicat sera effectuée dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-18.

Article 14 – Retrait d'un membre du syndicat

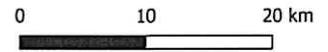
Le retrait d'un membre du syndicat s'effectue dans les conditions définies aux articles L. 5711-5, L. 5211-19 et L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales.

Annexe : Cartographie représentant le périmètre du syndicat et liste des territoires communaux concernés



- | | | |
|---|-----------------------------|------------------------------------|
| Saint-Flour Communauté | Hautes Terres Communauté | CC de la Chataigneraie Cantalienne |
| CC des Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac | CC Cere et Goul en Carlades | Aurillac Agglomération |
| CC Aubrac Carladez Viadène | CC Comtal Lot et Truyere | EPAGE Truyère |

Source: Saint-Flour Communauté - Janvier 2025



PRO

Liste des communes du périmètre EPAGE Truyère

Code	Nom Commune	Département	EPCI concerné	% communal concerné
15130	Carlat	Cantal	Aurillac Agglomération	91,280%
15130	Labrousse	Cantal	Aurillac Agglomération	95,290%
15130	Vezels-Roussy	Cantal	Aurillac Agglomération	100,000%
15130	Arpajon-sur-Cère	Cantal	Aurillac Agglomération	0,070%
15130	Vézac	Cantal	Aurillac Agglomération	0,624%
12420	Argences en Aubrac	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12600	Brommat	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12140	Campouriez	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12420	Cantoin	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12210	Cassuéjols	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12210	Curières	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	13,038%
12140	Florentin-la-Capelle	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	43,929%
12460	Huparlac	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12600	Lacroix-Barrez	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12210	Laguiole	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	99,671%
12460	Montézic	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12210	Montpeyroux	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	44,267%
12600	Mur-de-Barrez	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12600	Murols	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12460	Saint-Amans-des-Cots	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12470	Saint-Chély-d'Aubrac	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	1,986%
12460	Saint-Symphorien-de-Thénières	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12210	Soulages-Bonneval	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12600	Taussac	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
12600	Thérondels	Aveyron	CC Aubrac Carladez Viadène	100,000%
15800	Badailhac	Cantal	CC Cère et Goul en Carladès	100,000%
15130	Cros-de-Ronesque	Cantal	CC Cère et Goul en Carladès	100,000%
15800	Jou-sous-Monjou	Cantal	CC Cère et Goul en Carladès	100,000%
15800	Pailherols	Cantal	CC Cère et Goul en Carladès	98,673%
15800	Polminhac	Cantal	CC Cère et Goul en Carladès	7,202%
15800	Raulhac	Cantal	CC Cère et Goul en Carladès	100,000%
15800	Saint-Clément	Cantal	CC Cère et Goul en Carladès	97,712%
15130	Saint-Étienne-de-Carlat	Cantal	CC Cère et Goul en Carladès	90,331%
15800	Saint-Jacques-des-Blats	Cantal	CC Cère et Goul en Carladès	0,003%
15800	Thiézac	Cantal	CC Cère et Goul en Carladès	0,783%
15800	Vic-sur-Cère	Cantal	CC Cère et Goul en Carladès	15,120%
12190	Le Nayrac	Aveyron	CC Comtal Lot et Truyère	0,118%
12140	Entraygues-sur-Truyère	Aveyron	CC Comtal Lot et Truyère	50,331%
12140	Le Fel	Aveyron	CC Comtal Lot et Truyère	21,708%
12140	Saint-Hippolyte	Aveyron	CC Comtal Lot et Truyère	100,000%
15120	Labesserette	Cantal	CC de la Chataigneraie Cantalienne	16,776%
15120	Lacapelle-del-Fraisse	Cantal	CC de la Chataigneraie Cantalienne	2,894%
15120	Ladinhac	Cantal	CC de la Chataigneraie Cantalienne	99,997%
15130	Lafeuillade-en-Vézie	Cantal	CC de la Chataigneraie Cantalienne	29,662%
15120	Lapeyrugue	Cantal	CC de la Chataigneraie Cantalienne	99,829%

015 200066660 20250707 DEL02025 148 DE
 Date de télétransmission : 11/07/2025
 Date de réception préfecture : 11/07/2025

15120	Leucamp	Cantal	CC de la Chataigneraie Cantalienne	100,000%
15120	Montsalvy	Cantal	CC de la Chataigneraie Cantalienne	27,329%
15130	Prunet	Cantal	CC de la Chataigneraie Cantalienne	25,358%
15130	Teissières-lès-Bouliès	Cantal	CC de la Chataigneraie Cantalienne	99,803%
48200	Albaret-Sainte-Marie	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48200	Blagnac	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48140	Chaulhac	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48700	Fontans	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48140	Julianges	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	99,919%
48200	La Fage-Saint-Julien	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48120	Lajo	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	98,062%
48140	Le Malzieu-Forain	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	93,492%
48140	Le Malzieu-Ville	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48200	Les Bessons	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48140	Paulhac-en-Margeride	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	0,057%
48200	Prunières	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48200	Rimeize	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48120	Saint-Alban-sur-Limagnole	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48200	Saint-Chély-d'Apcher	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48120	Sainte-Eulalie	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	76,813%
48140	Saint-Léger-du-Malzieu	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48200	Saint-Pierre-le-Vieux	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
48140	Saint-Privat-du-Fau	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	81,090%
48700	Serverette	Lozère	CC Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	100,000%
15300	Albepierre-Bredons	Cantal	Hautes Terres Communauté	0,838%
15300	La Chapelle-d'Alagnon	Cantal	Hautes Terres Communauté	17,144%
15300	Laveissenet	Cantal	Hautes Terres Communauté	65,281%
15170	Celles	Cantal	Hautes Terres Communauté	52,237 %
15170	Neussargues-Moissac	Cantal	Hautes Terres Communauté	7,117 %
15100	Alleuze	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15100	Andelat	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15100	Anglards-de-Saint-Flour	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15110	Anterrieux	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15230	Brezons	Cantal	Saint-Flour Communauté	98,622%
15230	Cézens	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15320	Chaliers	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15110	Chaudes-Aigues	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15320	Clavières	Cantal	Saint-Flour Communauté	68,500%
15170	Coltines	Cantal	Saint-Flour Communauté	98,053%
15100	Coren	Cantal	Saint-Flour Communauté	99,231%
15430	Cussac	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15110	Deux-Verges	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15110	Espinasse	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15110	Fridefont	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15230	Gourdièges	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15110	Jabrun	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15110	La Trinitat	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15230	Lacapelle-Barrès	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%

Accusé de réception en préfecture
015-200066660-20250707_15230_1548-DE
Date de télétransmission : 11/07/2025
Date de réception préfecture : 11/07/2025

15100	Les Ternes	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15110	Lieutadès	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15320	Lorcières	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15230	Malbo	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15110	Maurines	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15100	Mentières	Cantal	Saint-Flour Communauté	97,067%
15100	Montchamp	Cantal	Saint-Flour Communauté	20,537%
15230	Narnhac	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15260	Neuvéglise-sur-Truyère	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15430	Paulhac	Cantal	Saint-Flour Communauté	99,974%
15230	Paulhenc	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15230	Pierrefort	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15170	Rézentières	Cantal	Saint-Flour Communauté	18,904%
15100	Roffiac	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15320	Ruynes-en-Margeride	Cantal	Saint-Flour Communauté	99,949%
15230	Sainte-Marie	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15100	Saint-Flour	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15100	Saint-Georges	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15110	Saint-Martial	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15230	Saint-Martin-sous-Vigouroux	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15110	Saint-Rémy-de-Chaudes-Aigues	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15110	Saint-Urcize	Cantal	Saint-Flour Communauté	99,092%
15170	Talizat	Cantal	Saint-Flour Communauté	64,085%
15100	Tanavelle	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15100	Tiviers	Cantal	Saint-Flour Communauté	68,304%
15300	Ussel	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15100	Vabres	Cantal	Saint-Flour Communauté	99,543%
15320	Val d'Arcomie	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%
15300	Valuéjols	Cantal	Saint-Flour Communauté	99,946%
15100	Védrines-Saint-Loup	Cantal	Saint-Flour Communauté	9,201%
15500	Vieillespesse	Cantal	Saint-Flour Communauté	1,646%
15100	Villedieu	Cantal	Saint-Flour Communauté	100,000%



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET COORDONNATEUR
DU BASSIN ADOUR-GARONNE

Arrêté préfectoral portant délimitation du périmètre d'intervention d'un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau sur le bassin versant de la Truyère

**Le préfet de la région Occitania, Préfet coordonnateur de bassin
Adour-Garonne, Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.213-12 et R.213-49 ;

Vu la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;

Vu l'arrêté du 16 mai 2005 modifié portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ;

Vu la délibération DL/CB/25-02 de la commission planification du comité de bassin Adour-Garonne en date du 18 mars 2025, favorable et assortie de quatre recommandations, à la demande de création ex nihilo d'un EPAGE sur le bassin versant de la Truyère ;

Vu le SDAGE Adour Garonne approuvé le 10 mars 2022 notamment les dispositions A5 et A6 ;

Considérant que le périmètre de l'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin de la Truyère est un bassin hydrographique cohérent ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitania, délégué de bassin Adour-Garonne,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le périmètre d'intervention de l'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau sur le bassin versant de la Truyère, en charge de l'exercice de la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (article L.211-7 I *bis* du code de l'environnement), est défini conformément à la carte figurant en annexe 1 du présent arrêté. Ce périmètre est basé sur les limites hydrographiques du bassin de la Truyère, de ses sources jusqu'à sa confluence avec le Lot, affluents compris, situé sur le territoire des EPCI-FP listés à l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 2 : La liste des communes intéressées par la délimitation du périmètre de l'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin de la Truyère figure en annexe 2 du présent arrêté.

Accusé de réception en préfecture
015-200066660-20250707-DELIB2025-148-DE
Date de télétransmission : 11/07/2025
Date de réception préfecture : 11/07/2025

Article 3 : La liste des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre intéressés par la délimitation du périmètre de l'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin de la Truyère figure en annexe 2 du présent arrêté.

À compter de la notification du présent arrêté, l'organe délibérant de chaque établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre figurant à l'annexe 2 dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le projet de périmètre et sur les statuts du nouvel établissement public. À défaut, l'avis est réputé favorable.

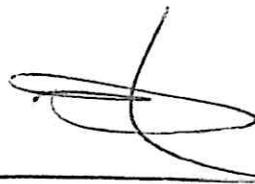
Article 4 : La liste des masses d'eau intéressées par la délimitation du périmètre de l'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin de la Truyère figure en annexe 3 du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Occitanie.

Article 6 : Le préfet du Cantal, la préfète de l'Aveyron, le préfet de la Lozère, le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Occitanie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, délégué de bassin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

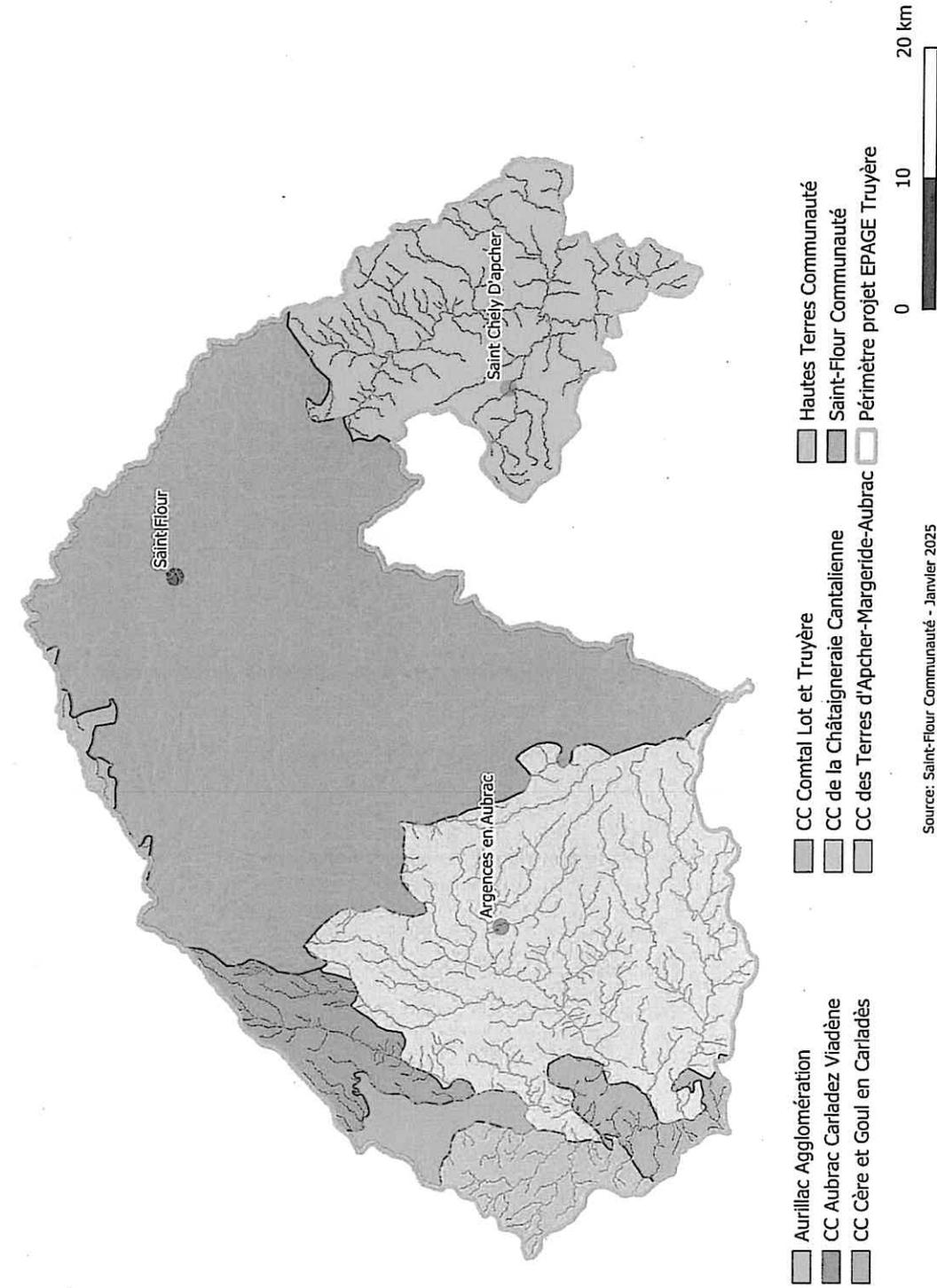
Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Toulouse, le 14 MAI 2025



Pierre-André DURAND

Annexe 1 : Carte du périmètre d'intervention de l'EPAGE du bassin de la Truyère



Accusé de réception en préfecture
015-200066660-202507-DELIB2025-148-DE
Date de télétransmission : 11/07/2025
Date de réception préfecture : 11/07/2025

Annexe 2 : Liste des EPCI à fiscalité propre et des communes situés en tout ou partie sur le périmètre de l'EPAGE du bassin versant de la Truyère

EPCI-FP concernés	Communes concernées
Saint-Flour Communauté	Alleuze ; Andelat ; Anglards-de-Saint-Flour ; Anterrieux ; Brezons ; Cézens ; Chaliers ; Chaudes-Aigues ; Clavières ; Coltines ; Coren ; Cussac ; Deux-Verges ; Espinasse ; Fridefont ; Gourdièges ; Jabrun ; La Trinitat ; Lacapelle-Barrès ; Les Ternes ; Lieutadès ; Lorcières ; Malbo ; Maurines ; Mentières ; Montchamp ; Narnhac ; Neuvéglise-sur-Truyère ; Paulhac ; Paulhenc ; Pierrefort ; Rézentières ; Roffiac ; Ruynes-en-Margeride ; Sainte-Marie ; Saint-Flour ; Saint-Georges ; Saint-Martial ; Saint-Martin-sous-Vigouroux ; Saint-Rémy-de-Chaudes-Aigues ; Saint-Urcize ; Talizat ; Tanavelle ; Tiviers ; Ussel ; Vabres ; Val d'Arcomie ; Valuéjols ; Védrières-Saint-Loup ; Vieillespesse ; Villedieu.
Communauté de communes Aubrac Carladez Viadène	Argences en Aubrac ; Brommat ; Campouriez ; Cantoin ; Cassuéjols ; Curières ; Florentin-la-Capelle ; Huparlac ; Lacroix-Barrez ; Laguiole ; Montézic ; Montpeyroux ; Mur-de-Barrez ; Murols ; Saint-Amans-des-Cots ; Saint-Chély-d'Aubrac ; Saint-Symphorien-de-Thénières ; Soulagès-Bonneval ; Taussac ; Thérondeles.
Communauté de communes Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	Albaret-Sainte-Marie ; Blavignac ; Chaulhac ; Fontans ; Julianges ; La Fage-Saint-Julien ; Lajo ; Le Malzieu-Forain ; Le Malzieu-Ville ; Les Bessons ; Paulhac-en-Margeride ; Prunières ; Rimeize ; Saint-Alban-sur-Limagnole ; Saint-Chély-d'Apcher ; Sainte-Eulalie ; Saint-Léger-du-Malzieu ; Saint-Pierre-le-Vieux ; Saint-Privat-du-Fau ; Serverette.
Communauté de commune Cère et Goul en Carladès .	Badailhac ; Cros-de-Ronesque ; Jou-sous-Monjou ; Pailherols ; Polminhac ; Raulhac ; Saint-Clément ; Saint-Étienne-de-Carlac ; Saint-Jacques-des-Blats ; Thiézac ; Vic-sur-Cère.
Communauté de commune de la Châtaigneraie cantalienne	Labesserette ; Lacapelle-del-Fraisse ; Ladinhac ; Lafeuillade-en-Vézie ; Lapeyrugue ; Leucamp ; Montsalvy ; Prunet ; Teissières-lès-Bouliès.
Communauté de communes Comtal Lot Truyère	Entraygues-sur-Truyère ; Le Fel ; Le Nayrac ; Saint-Hippolyte.
Aurillac Agglomération	Carlac ; Labrousse ; Vezels-Roussy ; Arpajon-sur-Cère ; Vézac.
Hautes Terres Communauté	Albepierre-Bredons ; Celles ; La Chapelle-d'Alagnon ; Laveissenet ; Neussargues-Moissac.

Annexe 3 : Liste des masses d'eau situées sur le périmètre de l'EPAGE du bassin versant
de la Truyère

Nom masse d'eau	Code masse d'eau
Lac des Galens	FRFL104
Retenue de Couesques	FRFL34
Retenue de Grandval	FRFL46
Retenue de Lanau	FRFL50
Lac de Maury	FRFL62
Retenue de Sarrans	FRFL87
Le Lander de sa source au confluent du Babory	FRFR113
L'Alleuze de sa source à la retenue de Grandval	FRFR114
L'Epie de sa source à la retenue de Sarrans	FRFR115
Le Brezons de sa source à la retenue de Sarrans	FRFR116
La Bromme	FRFR117
L'Argence vive	FRFR118
La Selves du barrage de Maury au confluent de la Truyère	FRFR119A
La Selves du barrage des Galens au lac de Maury	FRFR119B
La Selves de sa source au lac des Galens	FRFR119C
Le Goul du confluent du Maurs au confluent de la Truyère	FRFR120A
Le Goul de sa source au confluent du Maurs (inclus)	FRFR120B
La Truyère du barrage de Sarrans à la retenue de Couesque	FRFR122
Le Bès du confluent de la Gambaïse à la retenue de Grandval	FRFR123
Le Chapouillet	FRFR290A
La Rimeize	FRFR290B
La Truyère du confluent du Mèzère au confluent de la Rimeize	FRFR291
La Truyère du confluent de la Rimeize à la retenue de Grandval	FRFR316
L'Ander	FRFR317
La Truyère du barrage de Couesque au confluent du Lot	FRFR656
Le Bès de sa source au confluent de la Gambaïse (incluse)	FRFR657
La Truyère de sa source au confluent du Mèzère	FRFR660
La Bédaule	FRFR665
Le Lévandès de sa source à la retenue de Sarrans	FRFR666
Ruisseau de Maganiou	FRFRL104_1
Ruisseau des Ondes	FRFRL34_1
Ruisseau d'Alcuéjoul	FRFRL34_2
Ruisseau des Vergnes	FRFRL34_3

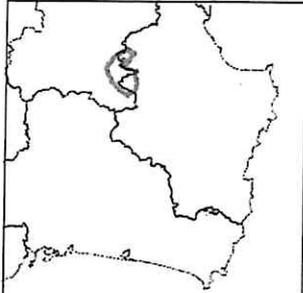
Nom masse d'eau	Code masse d'eau
Le Vezou	FRFRL87_6
Ruisseau de Frippès	FRFR113_2
Ruisseau d'Oeuillet	FRFR113_3
Ruisseau de Liozargues	FRFR113_4
Ruisseau de Dauzanne	FRFR113_5
Ruisseau de Rivet	FRFR114_2
Ruisseau de Cézens	FRFR115_1
L'Hirondelle	FRFR116_1
Ruisseau de Lacapelle-Barrès	FRFR117_1
Le Siniq	FRFR117_2
L'Argence Morte	FRFR118_1
Ruisseau du Batut	FRFR120A_2
Ruisseau de Langairoux	FRFR120A_3
Ruisseau du Lac	FRFR120A_4
Ruisseau de Combellou	FRFR120B_1
Ruisseau d'Embernat	FRFR120B_2
Ruisseau des Maurs	FRFR120B_3
La Rasthène	FRFR120B_4
Ruisseau d'Endesques	FRFR122_1
Le Cantoinet	FRFR122_2
La Peyrade	FRFR123_2
L'Hère	FRFR123_3
Ruisseau de la Cabre	FRFR123_4
Le Rioumau	FRFR123_5
Le Rouanel	FRFR123_6
Ruisseau d'Ussels	FRFR123_7
Ruisseau Las Chantagues	FRFR123_8
Ruisseau de Chandaison	FRFR290A_1
Ruisseau de Malagazagne	FRFR290A_2
Ruisseau des Rivières	FRFR290B_2
Le Mèzère	FRFR291_1
[Toponyme inconnu] O7321000	FRFR291_3
Le Triboulin	FRFR291_4

Accusé de réception en préfecture
015-200066660-202507-DELIB2025-148-DE
Date de télétransmission : 11/07/2025
Date de réception préfecture : 11/07/2025

Ruisseau de Gouzou	FRFRL34_4
La Ribeyre	FRFRL46_1
Ruisseau de Mongon	FRFRL46_2
Ruisseau de la Roche	FRFRL46_3
Ruisseau d'Arcomie	FRFRL46_4
Ruisseau d'Arling	FRFRL46_5
Ruisseau de Rieubain	FRFRL46_6
Ruisseau de Chalivet	FRFRL50_2
Le Selvet	FRFRL62_1
Le Remontalou	FRFRL87_1
Ruisseau de la Tourette	FRFRL87_2
Ruisseau de Benne	FRFRL87_3
Ruisseau de Montjalou	FRFRL87_4
Le Lebot	FRFRL87_5

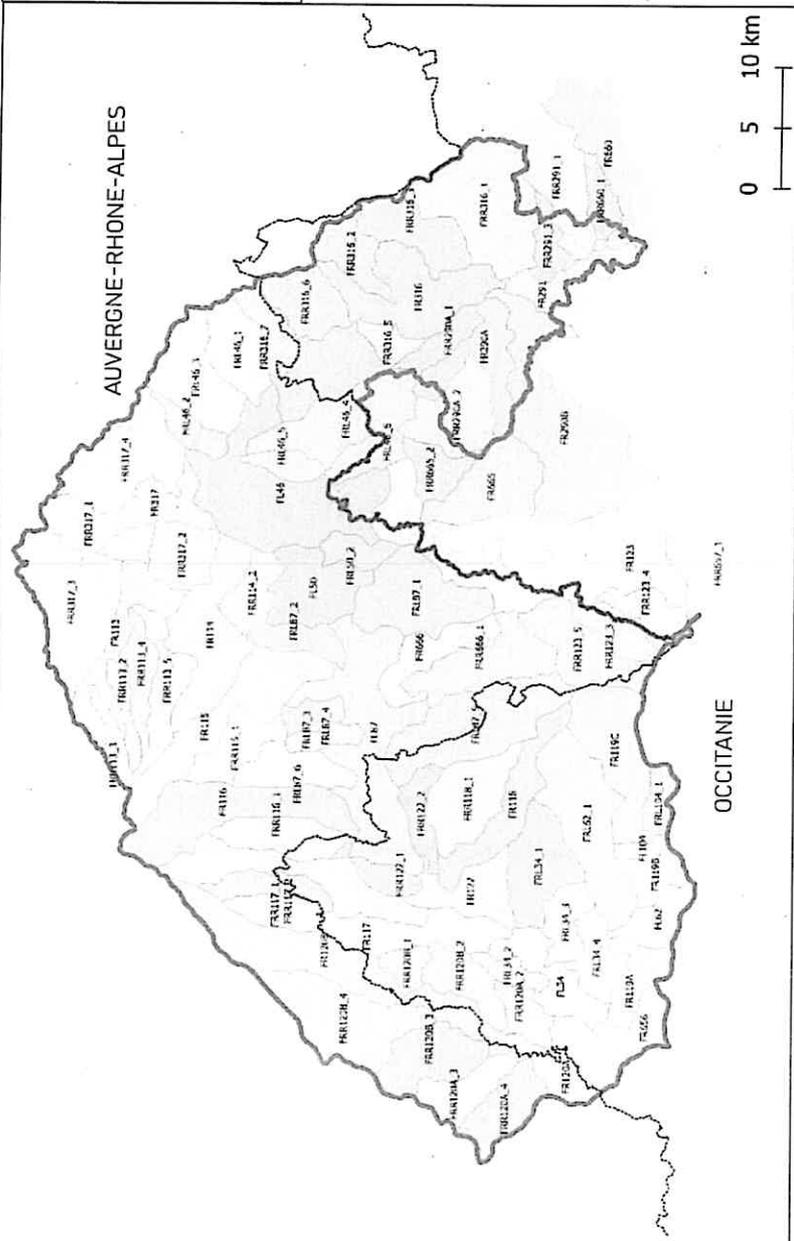
La Limagnole	FRFRR316_1
Ruisseau de Galastre	FRFRR316_2
Ruisseau de la Gardelle	FRFRR316_3
Ruisseau de Mazeyrac	FRFRR316_5
Ruisseau de Chambaron	FRFRR316_6
Ruisseau de Chazette	FRFRR316_7
Le Vendèze	FRFRR317_1
Ruisseau de Villedieu	FRFRR317_2
Le Babory	FRFRR317_3
Ruisseau de Viadeyres	FRFRR317_4
Ruisseau le Gambaïse	FRFRR657_1
Ruisseau de Rieutortet	FRFRR660_1
Le Bernadel	FRFRR665_2
Ruisseau de Tailladès	FRFRR666_1

Représentation des masses d'eau superficielles composant l'EPAGE de Truyère



Légende :

- Masses d'eau
- Contour Epave Truyère
- Bassin Adour-Garonne
- Contours Régionaux



Source : Dreal Occitanie / Délégation de bassin, 01 avril 2025